

No. 4468

---

**CUBA, DOMINICAN REPUBLIC, IRELAND,  
ISRAEL, SWEDEN, etc.**

**Convention on the nationality of married women. Done  
at New York, on 20 February 1957**

*Official texts: English, French, Chinese, Russian and Spanish.*

*Registered ex officio on 11 August 1958.*

---

**CUBA, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, IRLANDE,  
ISRAËL, SUÈDE, etc.**

**Convention sur la nationalité de la femme mariée. Faite à  
New-York, le 20 février 1957**

*Textes officiels anglais, français, chinois, russe et espagnol.*

*Enregistrée d'office le 11 août 1958.*

N° 4468. CONVENTION<sup>1</sup> SUR LA NATIONALITÉ DE LA FEMME MARIÉE. FAITE À NEW-YORK, LE 20 FÉVRIER 1957

*Les États contractants,*

*Reconnaissant* que des conflits de lois et de pratiques en matière de nationalité ont leur origine dans les dispositions relatives à la perte ou à l'acquisition de la nationalité par la femme du fait du mariage, de la dissolution du mariage ou du changement de nationalité du mari pendant le mariage,

*Reconnaissant* que, dans l'article 15 de la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>2</sup>, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a proclamé que « tout individu a droit à une nationalité » et que « nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité »,

*Soucieux* de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies en vue de favoriser le respect universel et l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de sexe,

*Sont convenus* des dispositions suivantes :

<sup>1</sup> Conformément à l'article 6, la Convention est entrée en vigueur le 11 août 1958, le quarante-deuxième jour après la date du dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion, à l'égard des États ci-après au nom desquels les instruments de ratification ont été déposés aux dates indiquées :

Cuba . . . . .	5 décembre 1957
République Dominicaine . . . . .	10 octobre 1957
Irlande . . . . .	25 novembre 1957
Israël . . . . .	7 juin 1957
Suède . . . . .	13 mai 1958
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	28 août 1957
(Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les îles Anglo-Normandes et l'île de Man)	

Par une notification reçue le 18 mars 1958, l'application de la Convention s'étend aux territoires suivants : Aden, îles Bahama, Barbade, Bassoutoland, Betchouanaland, Bermudes, Guyane britannique, Honduras britannique, îles Salomon britanniques, Somalie britannique, Chypre, îles Falkland, îles Fidji, Gambie, Gibraltar, îles Gilbert et Ellice, Hong-kong, Jamaïque, Kénya, îles sous le Vent (Antigua, Montserrat, Saint-Christophe-et-Nièves), îles Vierges britanniques, Malte, île Maurice, Bornéo du Nord, Sainte-Hélène, Sarawak, îles Seychelles, Sierra-Leone, Singapour, Souaziland, Tanganyika, Trinité et Tobago, Ouganda, îles du Vent (Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent), Zanzibar.

Par une notification reçue le 19 mai 1958, l'application de la Convention s'étend à la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland.

De plus, l'instrument de ratification de la Norvège et l'instrument d'adhésion de Ceylan ont été déposés les 20 et 30 mai 1958, respectivement, pour prendre effet les 18 et 28 août 1958, respectivement.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, première partie* (A/810), p. 71.

### Article premier

Chaque État contractant convient que ni la célébration ni la dissolution du mariage entre ressortissants et étrangers, ni le changement de nationalité du mari pendant le mariage, ne peuvent *ipso facto* avoir d'effet sur la nationalité de la femme.

### Article 2

Chaque État contractant convient que ni l'acquisition volontaire par l'un de ses ressortissants de la nationalité d'un autre État, ni la renonciation à sa nationalité par l'un de ses ressortissants, n'empêche l'épouse dudit ressortissant de conserver sa nationalité.

### Article 3

1. Chaque État contractant convient qu'une étrangère mariée à l'un de ses ressortissants peut, sur sa demande, acquérir la nationalité de son mari en bénéficiant d'une procédure privilégiée spéciale de naturalisation; l'octroi de ladite nationalité peut être soumis aux restrictions que peut exiger l'intérêt de la sécurité nationale ou de l'ordre public.

2. Chaque État contractant convient que l'on ne saurait interpréter la présente Convention comme affectant aucune loi ou règlement, ni aucune pratique judiciaire, qui permet à une étrangère mariée à l'un de ses ressortissants d'acquérir de plein droit, sur sa demande, la nationalité de son mari.

### Article 4

1. La présente Convention est ouverte à la signature et à la ratification de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que de tous autres États qui sont ou deviendront membres de l'une quelconque des institutions spécialisées des Nations Unies ou parties au Statut de la Cour internationale de Justice, ou de tous autres États auxquels l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a adressé une invitation.

2. La présente Convention devra être ratifiée, et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

### Article 5

1. Tous les États visés au paragraphe 1 de l'article 4 peuvent adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion se fait par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

### Article 6

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des États qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

### Article 7

1. La présente Convention s'appliquera à tous les territoires non autonomes, sous tutelle, coloniaux et autres territoires non métropolitains dont un État contractant assure les relations internationales; l'État contractant intéressé devra, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, déclarer le territoire ou les territoires non métropolitains auxquels la présente Convention s'appliquera *ipso facto* à la suite de cette signature, ratification ou adhésion.

2. Si, en matière de nationalité, un territoire non métropolitain n'est pas considéré comme formant un tout avec le territoire métropolitain, ou si le consentement préalable d'un territoire non métropolitain est nécessaire, en vertu des lois ou pratiques constitutionnelles de l'État contractant ou du territoire non métropolitain, pour que la Convention s'applique à ce territoire, ledit État contractant devra s'efforcer d'obtenir, dans le délai de douze mois à compter de la date à laquelle il aura signé la Convention, le consentement nécessaire du territoire non métropolitain, et, lorsque ce consentement aura été obtenu, l'État contractant devra le notifier au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Dès la date de la réception de cette notification par le Secrétaire général, la Convention s'appliquera au territoire ou aux territoires désignés par celle-ci.

3. A l'expiration du délai de douze mois mentionné au paragraphe 2 du présent article, les États contractants intéressés informeront le Secrétaire général des résultats des consultations avec les territoires non métropolitains dont ils assurent les relations internationales et dont le consentement pour l'application de la présente Convention n'aurait pas été donné.

### Article 8

1. Au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, tout État peut faire des réserves aux articles de la présente Convention, autres que l'article premier et l'article 2.

2. Les réserves formulées conformément au paragraphe 1 du présent article n'affecteront pas le caractère obligatoire de la Convention entre l'État qui aura fait les réserves et les autres États parties, à l'exception de la disposition ou des dispositions ayant fait l'objet des réserves. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communiquera le texte de ces réserves à tous les États qui sont ou qui peuvent devenir parties à la présente Convention. Chaque État partie à la Convention ou qui devient partie à la Convention pourra notifier

au Secrétaire général qu'il n'entend pas se considérer comme lié par la Convention à l'égard de l'État qui a fait des réserves. Cette notification devra être faite dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la communication du Secrétaire général, en ce qui concerne les États parties à la Convention, et à compter du jour du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion, en ce qui concerne les États qui deviennent ultérieurement parties à la Convention. Au cas où une telle notification aura été faite, la Convention ne sera pas applicable entre l'État auteur de la notification et l'État qui aura fait des réserves.

3. Tout État qui a fait des réserves conformément au paragraphe 1 du présent article peut à tout moment les retirer en tout ou en partie, après leur acceptation, par une notification à cet effet adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Cette notification prendra effet à la date de sa réception.

#### *Article 9*

1. Tout État contractant peut dénoncer la présente Convention par notification écrite au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en a reçu notification.

2. La présente Convention cessera d'être en vigueur à compter de la date où prendra effet la dénonciation qui ramènera le nombre des parties à moins de six.

#### *Article 10*

Tout différend entre deux ou plusieurs États contractants relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, qui n'aura pas été réglé par voie de négociations, est soumis pour décision à la Cour internationale de Justice à la demande de l'une des parties au différend, sauf si lesdites parties sont convenues d'un autre mode de règlement.

#### *Article 11*

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifie à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux États non membres visés au paragraphe 1 de l'article 4 de la présente Convention :

- a) Les signatures et instruments de ratification déposés conformément à l'article 4;
- b) Les instruments d'adhésion déposés conformément à l'article 5;
- c) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article 6;
- d) Les communications et notifications reçues conformément à l'article 8;
- e) Les notifications de dénonciation reçues conformément au paragraphe 1 de l'article 9;
- f) L'abrogation de la Convention conformément au paragraphe 2 de l'article 9.

*Article 12*

1. La présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposée dans les archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communiquera une copie certifiée conforme de la Convention à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux États non membres visés au paragraphe 1 de l'article 4.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, qui a été ouverte à la signature à New-York, le 20 février mil neuf cent cinquante-sept.

FOR AFGHANISTAN:

POUR L'AFGHANISTAN:

阿富汗:

За Афганистан:

FOR EL AFGANISTÁN:

FOR ALBANIA:

POUR L'ALBANIE:

阿爾巴尼亞:

За Албанию:

FOR ALBANIA:

FOR ARGENTINA:

POUR L'ARGENTINE:

阿根廷:

За Аргентину:

FOR LA ARGENTINA:

FOR AUSTRALIA:

POUR L'AUSTRALIE:

澳大利亞:

За Австралию:

FOR AUSTRALIA:

FOR AUSTRIA:

POUR L'AUTRICHE:

奧地利:

За Австрию:

FOR AUSTRIA:

FOR THE KINGDOM OF BELGIUM:

POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE:

比利時王國:

За Королевство Бельгии:

FOR EL REINO DE BÉLGICA:

FOR BOLIVIA:  
POUR LA BOLIVIE:  
玻利維亞:  
За БОЛИВИЮ:  
FOR BOLIVIA:

FOR BRAZIL:  
POUR LE BRÉSIL:  
巴西:  
За Бразилию:  
POUR EL BRASIL:

FOR BULGARIA:  
POUR LA BULGARIE:  
保加利亞:  
За България:  
FOR BULGARIA:

FOR THE UNION OF BURMA:  
POUR L'UNION BIRMANE:  
緬甸聯邦:  
За Бирманский Союз:  
FOR LA UNIÓN BIRMANA:

FOR THE BYELORUSSIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC:  
POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE:  
白俄羅斯蘇維埃社會主義共和國:  
За Белорусскую Советскую Социалистическую Республику:  
FOR LA REPÚBLICA SOCIALISTA SOVIÉTICA DE BIELORRUSIA:

К. КИСЯЛІЕВ  
7 October 1957

FOR CAMBODIA:  
POUR LE CAMBODGE:  
高棉:  
За Камбоджу:  
FOR CAMBOJA:

FOR CANADA:

POUR LE CANADA:

加拿大:

За Канаду:

FOR EL CANADÁ:

Ann SHIPLEY, M. P.

FOR CEYLON:

POUR CEYLAN:

錫蘭:

За Цейлон:

FOR CEILÁN:

FOR CHILE:

POUR LE CHILI:

智利:

За Чили:

FOR CHILE:

El Gobierno de Chile formula reserva respecto del artículo 10, en el sentido de que no acepta la jurisdicción obligatoria de la Corte Internacional de Justicia para resolver las diferencias que surjan entre los Estados contratantes sobre la interpretación o aplicación de la presente Convención.<sup>1</sup>

Rudecindo ORTEGA

18 de Marzo de 1957

FOR CHINA:

POUR LA CHINE:

中國:

За Китай:

FOR LA CHINA:

CHENG Paonan

<sup>1</sup> [TRANSLATION]

The Government of Chile makes a reservation with regard to article 10, in the sense that it does not accept the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice for the purpose of the settlement of disputes which may arise between Contracting States concerning the interpretation or application of the present Convention.

<sup>1</sup> [TRADUCTION]

En ce qui concerne l'article 10, le Gouvernement du Chili n'accepte pas la juridiction de la Cour internationale de Justice pour les différends qui surgiraient entre les États contractants au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention.

FOR COLOMBIA:

POUR LA COLOMBIE:

哥倫比亞:

За Колумбию:

FOR COLOMBIA:

Merce GERLEIN DE FONNEGRA

FOR COSTA RICA:

POUR LE COSTA-RICA:

哥斯大黎加:

За Коста-Рику:

FOR COSTA RICA:

FOR CUBA:

POUR CUBA:

古巴:

За Кубу:

FOR CUBA:

Dr. E. PORTUONDO

FOR CZECHOSLOVAKIA:

POUR LA TCHÉCOSLOVAQUIE:

捷克斯洛伐克:

За Чехословакию:

FOR CZECHOSLOVAKIA:

Josef ULLRICH  
3.9.57

FOR DENMARK:

POUR LE DANEMARK:

丹麥:

За Данию:

FOR DINAMARCA:

Karl I. ESKELUND

FOR THE DOMINICAN REPUBLIC:

POUR LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:

多明尼加共和國:

За Доминиканскую Республику:

FOR LA REPÚBLICA DOMINICANA:

Minerva BERNARDINO  
Enrique DE MARCHENA

FOR ECUADOR:

POUR L'ÉQUATEUR:

厄瓜多:

За Эквадор:

FOR EL ECUADOR:

José V. TRUJILLO  
January 16/58

FOR EGYPT:

POUR L'ÉGYPTE:

埃及:

За Египет:

FOR EGIPTO:

FOR EL SALVADOR:

POUR LE SALVADOR:

薩爾瓦多:

За Сальвадор:

FOR EL SALVADOR:

FOR ÉTHIOPIA:

POUR L'ÉTHIOPIE:

阿比西尼亞:

За Эфиопию:

FOR ETIOPÍA:

FOR FINLAND:

POUR LA FINLANDE:

芬蘭:

За Финляндию:

FOR FINLANDIA:

FOR FRANCE:

POUR LA FRANCE:

法蘭西:

За Францию:

FOR FRANCIA:

FOR THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY:  
POUR LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE:  
德意志聯邦共和國:  
За Федеративную Республику Германия:  
POR LA REPÚBLICA FEDERAL DE ALEMANIA:

FOR GREECE:  
POUR LA GRÈCE:  
希臘:  
За Грецию:  
POR GRECIA:

FOR GUATEMALA:  
POUR LE GUATEMALA:  
瓜地馬拉:  
За Гватемалу:  
POR GUATEMALA:

Graciela QUAN

FOR HAÏTI:  
POUR HAÏTI:  
海地:  
За Гаити:  
POR HAÏTÍ:

FOR HONDURAS:  
POUR LE HONDURAS:  
洪都拉斯:  
За Гондурас:  
POR HONDURAS:

FOR HUNGARY:  
POUR LA HONGRIE:  
匈牙利:  
За Венгрию:  
POR HUNGRÍA:

SIK Endre  
Dec. 5, 1957

FOR ICELAND:

POUR L'ISLANDE:

冰島:

За Исландию:

FOR ISLANDIA:

FOR INDIA.

POUR L'INDE:

印度:

За Индию:

FOR LA INDIA:

With the following reservation as to article 10:

Any dispute which may arise between any two or more Contracting States concerning the interpretation or application of the present Convention which is not settled by negotiations shall with the consent of the parties to the dispute be referred to the International Court of Justice for decision unless the parties agree to another mode of settlement.<sup>1</sup>

Arthur S. LALL

15 May 1957

FOR INDONESIA:

POUR L'INDONÉSIE:

印度尼西亚:

За Индонезию:

FOR INDONESIA:

FOR IRAN:

POUR L'IRAN:

伊朗:

За Иран:

FOR IRÁN:

<sup>1</sup> [TRADUCTION — TRANSLATION]

Avec la réserve suivante en ce qui concerne l'article 10:

Tout différend qui pourrait survenir entre deux ou plusieurs États contractants relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, qui n'aura pas été réglé par voie de négociations, est soumis pour décision, si les parties au différend y consentent, à la Cour internationale de Justice, sauf si les parties sont convenues d'un autre mode de règlement.

FOR IRAQ:  
POUR L'IRAQ:  
伊拉克:  
За Ирак:  
POR IRAK:

FOR IRELAND:  
POUR L'IRLANDE:  
愛爾蘭:  
За Ирландию:  
POR IRLANDA:

Frank AIKEN  
24 Sept. 1957

FOR ISRAEL:  
POUR ISRAËL:  
以色列:  
За Израиль:  
POR ISRAEL:

M. R. KIDRON  
12 March 1957

FOR ITALY:  
POUR L'ITALIE:  
義大利:  
За Италию:  
POR ITALIA:

FOR JAPAN:  
POUR LE JAPON:  
日本:  
За Японию:  
POR EL JAPÓN:

FOR THE HASHEMITE KINGDOM OF JORDAN:  
POUR LE ROYAUME HASHEMITE DE JORDANIE:  
約旦哈希米德王國:  
За Хашемитское Королевство Иордании:  
POR EL REINO HASHEMITA DE JORDANIA:

FOR THE REPUBLIC OF KOREA:

POUR LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:

大韓民國:

За Корейскую Республику:

FOR LA REPÚBLICA DE COREA:

FOR LAOS:

POUR LE LAOS:

寮國:

За Лаос:

FOR LAOS:

FOR LEBANON:

POUR LE LIBAN:

黎巴嫩:

За Ливан:

FOR EL LÍBANO:

FOR LIBERIA:

POUR LE LIBÉRIA:

利比里亞:

За Либерию:

FOR LIBERIA:

FOR LIBYA:

POUR LA LIBYE:

利比亞:

За Ливию:

FOR LIBIA:

FOR LIECHTENSTEIN:

POUR LE LIECHTENSTEIN:

列支敦士登:

За Лихтенштейн:

FOR LIECHTENSTEIN:

FOR THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG:

POUR LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG:

盧森堡大公國

За Великое Герцогство Люксембург:

FOR EL GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO:

FOR MEXICO:

POUR LE MEXIQUE:

墨西哥:

За Мексику:

FOR MÉXICO:

FOR MONACO:

POUR MONACO:

摩納哥:

За Монако:

FOR MÓNACO:

FOR MOROCCO:

POUR LE MAROC:

摩洛哥:

За Марокко:

FOR MARRUECOS:

FOR NEPAL:

POUR LE NÉPAL:

尼泊爾:

За Непал:

FOR NEPAL:

FOR THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS:

POUR LE ROYAUME DES PAYS-BAS:

荷蘭王國:

За Королевство Нидерландов:

FOR EL REINO DE LOS PAÍSES BAJOS:

FOR NEW ZEALAND:

POUR LA NOUVELLE-ZÉLANDE:

紐西蘭:

За Новую Зеландию:

FOR NUEVA ZELANDIA:

L. K. MUNRO

This Convention shall, subject to ratification, apply to the Cook Islands (including Niue) and the Tokelau Islands.<sup>1</sup>

7th July 1958

<sup>1</sup> [TRADUCTION — TRANSLATION]

La présente Convention s'appliquera, sous réserve de ratification, aux îles Cook (y compris Nioué) et aux îles Tokelau.

FOR NICARAGUA:

POUR LE NICARAGUA:

尼加拉瓜:

За Никарагуа:

FOR NICARAGUA:

FOR THE KINGDOM OF NORWAY:

POUR LE ROYAUME DE NORVÈGE:

那威王國:

За Королевство Норвегии:

FOR EL REINO DE NORUEGA:

Hans ENGEN

9th September 1957

FOR PAKISTAN:

POUR LE PAKISTAN:

巴基斯坦:

За Пакистан:

FOR EL PAKISTÁN:

Agha SHAHI

April 10, 1958

FOR PANAMA:

POUR LE PANAMA:

巴拿馬:

За Панаму:

FOR PANAMÁ:

FOR PARAGUAY:

POUR LE PARAGUAY:

巴拉圭:

За Парагвай:

FOR EL PARAGUAY:

FOR PERU:

POUR LE PÉROU:

秘魯:

За Перу:

FOR EL PERÚ:

FOR THE PHILIPPINE REPUBLIC:  
POUR LA RÉPUBLIQUE DES PHILIPPINES:  
菲律賓共和國:  
За Филиппинскую Республику:  
POR LA REPÚBLICA DE FILIPINAS:

FOR POLAND:  
POUR LA POLOGNE:  
波蘭:  
За Польшу:  
POR POLONIA:

FOR PORTUGAL:  
POUR LE PORTUGAL:  
葡萄牙:  
За Португалию:  
POR PORTUGAL:

Vasco Vieira GARIN  
21st February 1957

FOR ROMANIA:  
POUR LA ROUMANIE:  
羅馬尼亞:  
За Румынию:  
POR RUMANIA:

FOR SAN MARINO:  
POUR SAINT-MARIN:  
聖馬利諾:  
За Сан-Марино:  
POR SAN MARINO:

FOR SAUDI ARABIA:  
POUR L'ARABIE SAOUDITE:  
蘇地亞拉伯:  
За Саудовскую Аравию:  
POR ARABIA SAUDITA:

FOR SPAIN:

POUR L'ESPAGNE:

西班牙:

За Испанию:

FOR ESPAÑA:

FOR THE SUDAN:

POUR LE SOUDAN:

蘇丹:

За Судан:

FOR EL SUDÁN:

FOR SWEDEN:

POUR LA SUÈDE:

瑞典:

За Швецию:

FOR SUECIA:

Gunnar JARRING

May 6, 1957

FOR SWITZERLAND:

POUR LA SUISSE:

瑞士:

За Швейцарию:

FOR SUIZA:

FOR SYRIA:

POUR LA SYRIE:

敘利亞:

За Сирию:

FOR SIRIA:

FOR THAILAND:

POUR LA THAÏLANDE:

泰國:

За Таиланд:

FOR TAILANDIA:

FOR TUNISIA:

POUR LA TUNISIE:

突尼西亞:

За Тунис:

FOR TÚNEZ:

FOR TURKEY:

POUR LA TURQUIE:

土耳其:

За Турцию:

FOR TURQUÍA:

FOR THE UKRAINIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC:

POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE:

烏克蘭蘇維埃社會主義共和國:

За Украинскую Советскую Социалистическую Республику:

FOR LA REPÚBLICA SOCIALISTA SOVIÉTICA DE UCRANIA:

Л. ПАЛАМАРЧУК

15 октября 1957 г.<sup>1</sup>

FOR THE UNION OF SOUTH AFRICA:

POUR L'UNION SUD-AFRICAINNE:

南非聯邦:

За Южно-Африканский Союз:

FOR LA UNIÓN SUDAFRICANA:

FOR THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS:

POUR L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES:

蘇維埃社會主義共和國聯盟:

За Союз Советских Социалистических Республик:

FOR LA UNIÓN DE REPÚBLICAS SOCIALISTAS SOVIÉTICAS:

А. СОБОЛЕВ

6 сентября 1957 г.<sup>2</sup>

FOR THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND:

POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:

大不列顛及北愛爾蘭聯合王國:

За Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии:

FOR EL REINO UNIDO DE GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE:

Pierson DIXON

<sup>1</sup> 15 October 1957 — 15 octobre 1957.

<sup>2</sup> 6 September 1957 — 6 septembre 1957.

FOR THE UNITED STATES OF AMERICA:

POUR LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

美利堅合衆國:

За Соединенные Штаты Америки:

POR LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA:

FOR URUGUAY:

POUR L'URUGUAY:

烏拉圭:

За Уругвай:

POR EL URUGUAY:

En nombre del Uruguay establecemos una reserva frente a lo dispuesto en el artículo 3 que tiene trascendencia para el cumplimiento de la Convención. La Constitución uruguaya no autoriza el otorgamiento de la nacionalidad a los extranjeros, salvo que sean hijos de padre o madre uruguayos, en cuyo caso pueden ser ciudadanos naturales. Fuera de este caso, a los extranjeros, llenando las condiciones constitucionales y legales, sólo se les puede otorgar la ciudadanía legal, y no la nacionalidad.<sup>1</sup>

JUAN CARBAJAL VICTORICA

TOMÁS G. BRENA

FOR VATICAN CITY:

POUR LA CITÉ DU VATICAN:

梵諦岡:

За Ватикан:

POR LA CIUDAD DEL VATICANO:

<sup>1</sup> [TRANSLATION]

On behalf of Uruguay we hereby make a reservation to the provisions of article 3 which has a bearing on the application of the Convention. The Constitution of Uruguay does not authorize the granting of nationality to an alien unless he is the child of a Uruguayan father or mother, in which case he may become a natural citizen. This case apart, an alien who fulfils the constitutional and legal conditions may be granted only legal citizenship, and not nationality.

<sup>1</sup> [TRADUCTION]

Au nom de l'Uruguay, nous formulons en ce qui concerne la disposition de l'article 3 une réserve qui a des conséquences quant à l'application de la Convention. La Constitution de l'Uruguay ne permet pas d'octroyer la nationalité aux étrangers à moins qu'ils ne soient nés d'un père ou d'une mère uruguayens, auquel cas ils peuvent être citoyens naturels. En dehors de ce cas, les étrangers qui remplissent les conditions fixées par la constitution et par la loi ne peuvent se voir octroyer que la citoyenneté légale et non la nationalité.

FOR VENEZUELA:

POUR LE VENEZUELA:

委內瑞拉:

За Венесуэлу:

FOR VENEZUELA:

FOR VIET-NAM:

POUR LE VIET-NAM:

越南:

За Вьетнам:

FOR VIET-NAM:

FOR YEMEN:

POUR LE YÉMEN:

葉門:

За Йемен:

FOR EL YEMEN:

FOR YUGOSLAVIA:

POUR LA YOUGOSLAVIE:

南斯拉夫:

За Югославию:

FOR YUGOESLAVIA:

Joza BRILEJ

27th of March 1957

---